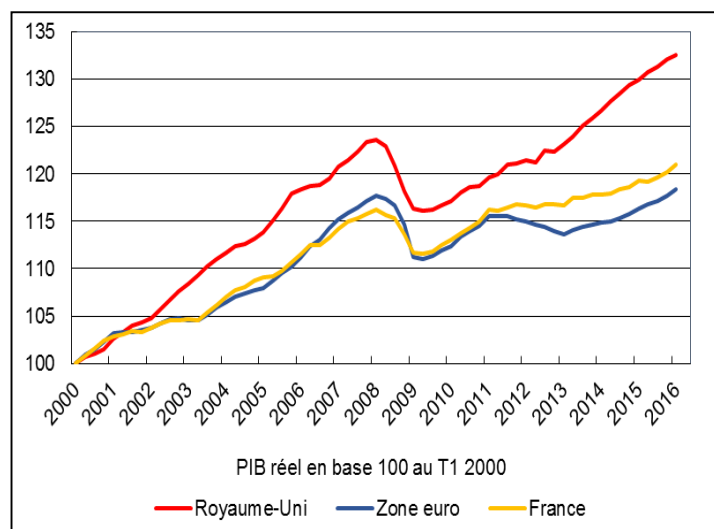


Royaume-Uni - Zone euro : 5-1.

Dire qu'en 1999, Tony Blair claironnait que la participation de son pays à l'euro n'était qu'une question d'années... « Commencez sans nous disait-il, nous vous rejoindrons très rapidement... ». Non seulement, il n'en a rien été, mais surtout le Royaume-Uni peut se targuer d'afficher des résultats économiques bien plus favorables que ceux de la zone euro et de la plupart de ses membres, notamment la France.

Ainsi, du premier trimestre 2000 au premier trimestre 2016, le PIB réel a augmenté de 32,6 % au Royaume-Uni, contre 20,9 % en France et 18,3 % dans la zone euro.

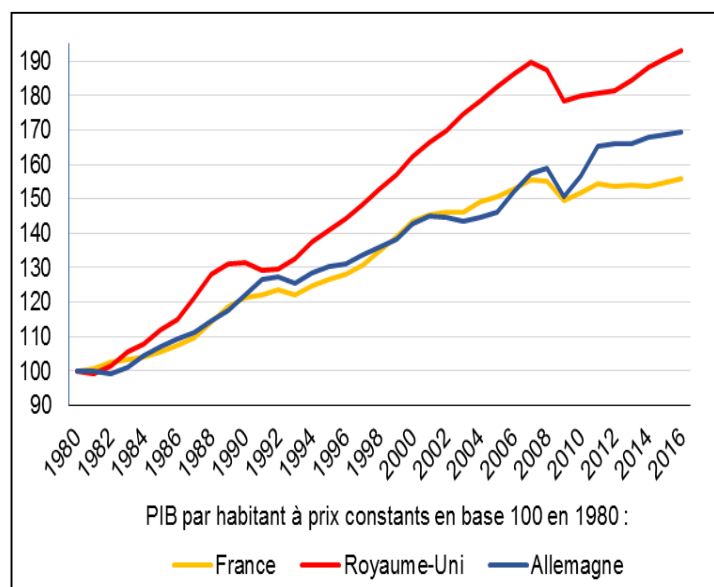
PIB réel depuis 2000 : le Royaume-Uni loin devant la France et la zone euro.



Sources : Eurostat, ACDEFI

Les écarts de variation du PIB par habitant à prix constants depuis 1980 sont encore plus conséquents : + 93 % outre-Manche, contre + 69,4 % dans la zone euro et + 55,7 % en France.

PIB par habitant : près de 40 points d'écart entre la France et le Royaume-Uni de 1980 à 2016.



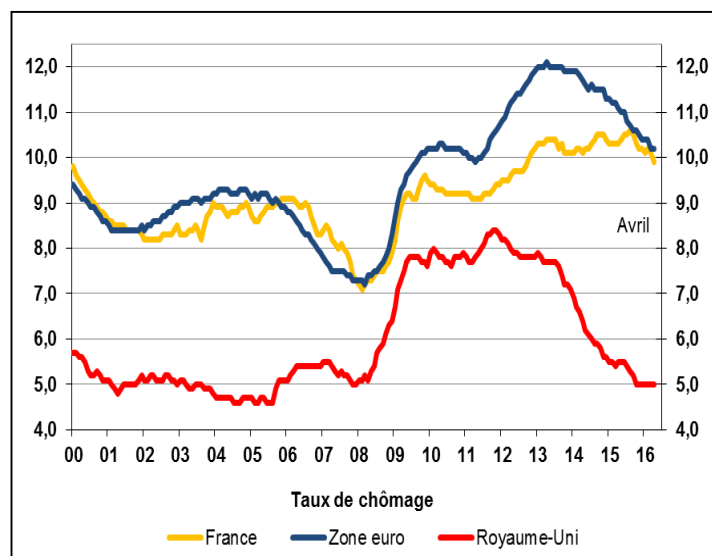
Sources : FMI, ACDEFI

Il faut d'ailleurs noter que le véritable décrochage de la zone euro et surtout de la France s'est produit à partir de 2000. A cette date, l'évolution du PIB par habitant français était même supérieure à celle de la zone euro. Aujourd'hui, l'écart de croissance atteint 14 points. Autrement dit, si la zone euro est perdante vis-à-vis du Royaume-Uni, c'est en grande partie à cause de la France...

Encore plus douloureux pour nous Français : l'évolution du classement mondial du PIB par habitant en dollars courants depuis 1995. A l'époque, la France était 12^{ème} et le Royaume-Uni 18^{ème}. Aujourd'hui, la France est tombée à la 22^{ème} place, tandis que le Royaume-Uni est monté à la 14^{ème}. Cherchez l'erreur...

Mais malheureusement, il y a encore pire. En l'occurrence l'évolution du chômage. Ainsi, en données harmonisées par Eurostat, le taux de chômage britannique est actuellement de 5 %, contre 10,2 % dans la zone euro et 9,9 % en France (hors DOM TOM).

Le taux de chômage britannique reste très inférieur à ceux de la France et de la zone euro.

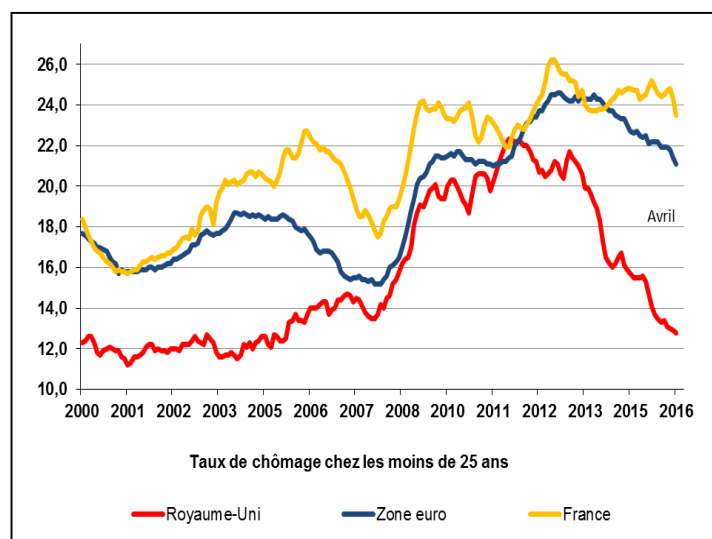


Sources : BEA, Federal Reserve, ACDEFI

Cet écart est tout aussi dramatique sur le front du chômage des jeunes. Ainsi, le taux de chômage des moins de 25 ans est légèrement inférieur à 13 % au Royaume-Uni, contre 21 % dans la zone euro et près de 24 % dans l'Hexagone.

Or, au plus fort de la dernière crise, il faut savoir que le taux de chômage des Britanniques de moins de 25 ans était quasiment identique à ceux de leurs homologues français et eurolandais. En septembre 2011, il est même passé au-dessus, à précisément 22,3 % contre 21,4 % dans la zone euro et 21,9 % en France.

En 2016, en dépit des aides pléthoriques et des nombreux emplois aidés, le chômage des moins de 25 ans est donc quasiment resté identique dans la zone euro et encore plus élevé en France. A l'inverse, avec beaucoup moins d'aides mais beaucoup plus de croissance et de flexibilité du marché du travail, le taux de chômage des jeunes britanniques a perdu près de 10 points sur la même période. De quoi rappeler que l'augmentation des dépenses publiques n'est absolument pas la solution pour réduire durablement le chômage.

Taux de chômage des jeunes : 13 % au Royaume-Uni, 21 % dans la zone euro, 24 % en France...

Source : ACDEFI

En fait, depuis le début des années 1990, le Royaume-Uni a réussi à stabiliser le poids de ses dépenses publiques autour de 40 % de son PIB. Ce qui lui a permis de réduire la pression fiscale et de soutenir sa croissance structurelle. Cette dernière est ainsi passée d'environ 1,2 % au début des années 1990 à 2,5 % actuellement.

Royaume-Uni : 20 ans d'effort.

	En 1995	En 2015
Croissance structurelle	1,2 %	2,5 %
PIB/Habitant (en \$ courants)	21 331	43 771
Classement mondial	18ème	14ème
Taux de chômage	8,5 %	5,0 %
Dépenses publiques / PIB	40,4 %	40,1 %
Dette publique (en % du PIB)	47,4 %	89,1 %
Balance courante (en % du PIB)	- 0,7 %	- 4,3 %

Sources : FMI, Eurostat, ACDEFI

Bien loin de cette stratégie efficace, la France n'a cessé d'augmenter le poids des dépenses publiques dans son PIB : 49,6 % en 1990, 54,2 % en 1995 et 57 % aujourd'hui. Cela s'est accompagné d'une augmentation malade de la pression fiscale et a engendré in fine un affaiblissement de sa croissance structurelle, qui est tombée de 2 % en 1995 à environ 0,8 % aujourd'hui.

France : 20 ans de perdu.

	En 1995	En 2015
Croissance structurelle	2,0 %	0,7 %
PIB/Habitant (en \$ courants)	27 898	37 675
Classement mondial	12ème	22ème
Taux de chômage	10,2 %	10,4 %
Dépenses publiques / PIB	54,2 %	57,0 %
Dette publique (en % du PIB)	55,5 %	96,1 %
Balance courante (en % du PIB)	+ 0,5 %	- 0,1 %

Sources : FMI, Eurostat, ACDEFI

Il faut néanmoins souligner un point sur lequel le Royaume-Uni ne surperforme pas la France et la zone euro, à savoir le solde de la balance courante. En effet, nos voisins d'outre-Manche affichent un déficit courant chronique d'environ 4 % du PIB, contre un quasi-excédent pour la France et, principalement grâce à l'Allemagne, un excédent courant structurel d'environ 2,5 % du PIB pour l'ensemble de la zone euro.

Ouf ! Dans le match économique Royaume-Uni / Zone euro, cette dernière pourra donc sauver l'honneur et marquer un point, après en avoir néanmoins encaissé 5... Autrement dit, il n'y a pas photo !

Marc Touati